

Les Points de vue du Labo de l'ESS visent à promouvoir l'ESS à travers des positionnements et propositions à visée opérationnelle, en lien avec les travaux et thématiques du Labo, dans un objectif de sensibilisation et de mobilisation de ses différents publics.

# ÉLECTIONS 2021 : L'ESS PAR LES JEUNES

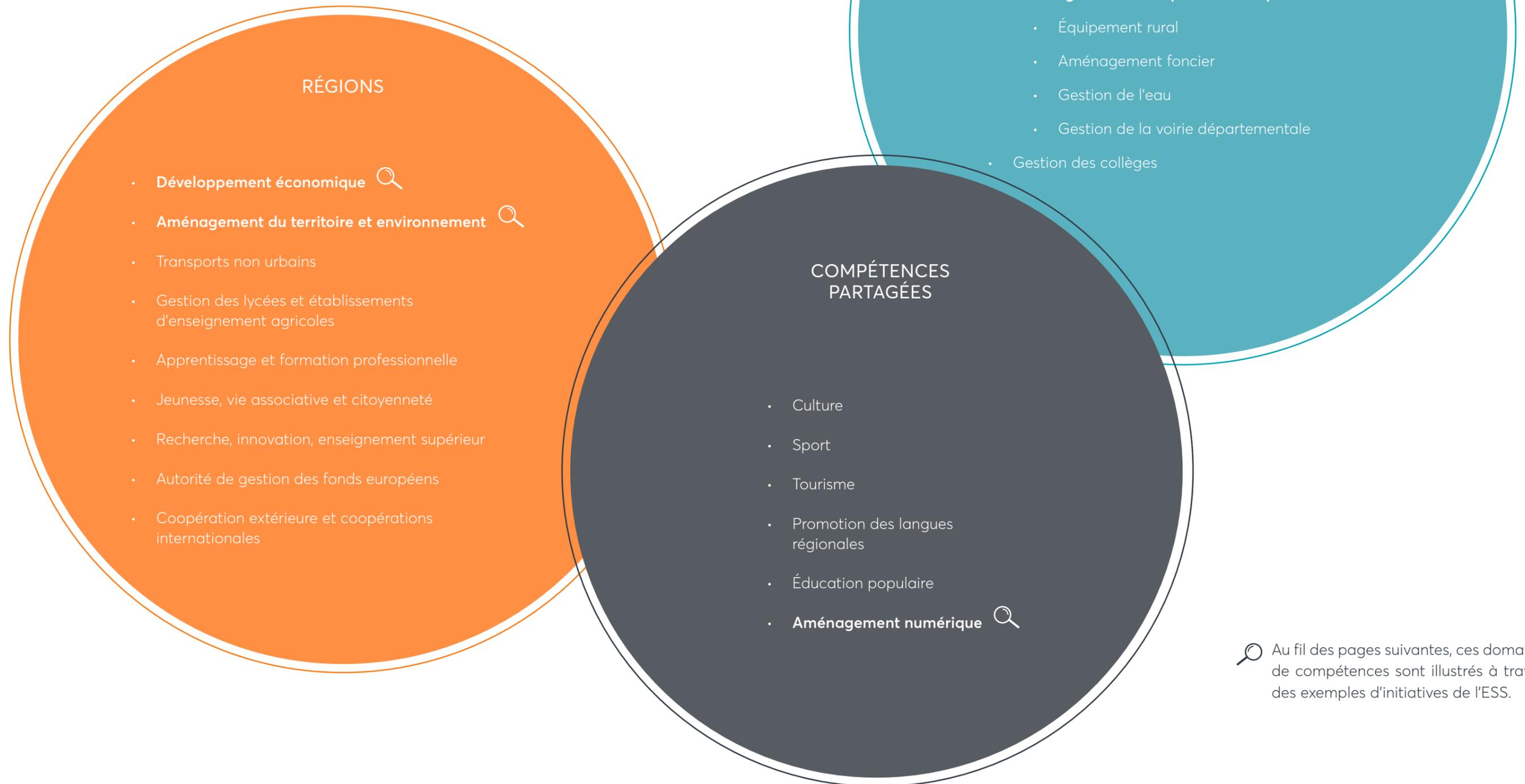
avril 2021

Au mois de juin prochain auront lieu les élections régionales et départementales. Soutien aux entreprises locales, aménagement du territoire, inclusion des plus fragiles, gestion des collèges et lycées, culture, sport, etc. : **les conseils régionaux et départementaux sont compétents sur de nombreux aspects, directs ou indirects, de nos vies quotidiennes.** L'économie sociale et solidaire propose des manières de faire et d'entreprendre autrement, favorise la coopération et privilégie l'Humain et l'environnement au profit. Elle se retrouve naturellement concernée par les politiques publiques territoriales en matière de protection sociale des habitant-e-s, de reprise d'entreprises en coopératives, de soutien au tissu associatif et économique territorial, etc. Animé-e-s par la recherche d'une vraie valeur ajoutée sociétale, œuvrant pour la réduction des inégalités sociales, économiques, territoriales, les acteur-ric-e-s et initiatives de l'ESS représentent des ressources significatives pour les collectivités en matière de développement durable du territoire.

De plus en plus conscient-e-s et acteur-ric-e-s des défis socio-économiques et climatiques actuels, **des jeunes – lycéen-ne-s, étudiant-e-s, jeunes actif-ve-s – se mobilisent pour les nécessaires transitions de nos sociétés.** Il-elle-s incarnent et mettent déjà en œuvre, collectivement, les voies d'un monde durable, solidaire et résilient. **C'est pourquoi, le Labo de l'ESS s'est saisi de l'actualité des échéances électorales à venir pour s'adresser aux jeunes, avec les jeunes :** en écho aux compétences régionales et départementales, les sensibiliser davantage à l'ESS et recueillir la vision et des témoignages de certain-e-s sur ce qui, au niveau territorial, permet aujourd'hui de changer la donne. Nous formulons le vœu que ce Point de vue du Labo de l'ESS, co-produit avec les réseaux de jeunesse ci-dessous, suscite de nouveaux engagements citoyens en faveur d'un monde résilient et solidaire !

## Domaines de compétences principaux des régions et des départements

Le schéma ci-dessous présente les principaux domaines de compétences des régions et des départements, tels qu'ils ont été établis par la loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). À chaque niveau, les collectivités territoriales disposent de compétences qui leur sont propres, ainsi que de compétences qu'elles partagent dans une logique de complémentarité entre différents échelons. Le Point de vue du Labo de l'ESS offre un focus sur une sélection de **5 domaines de compétences et leur illustration à travers des exemples d'initiatives de l'ESS, source de solutions innovantes et durables pouvant venir en appui des politiques publiques territoriales**. Ces exemples résonnent avec les témoignages des jeunes qui partagent leur point de vue sur l'ESS et racontent les initiatives inspirantes de leur territoire.



🔍 Au fil des pages suivantes, ces domaines de compétences sont illustrés à travers des exemples d'initiatives de l'ESS.

#### Développement économique

La Région, à travers ses différents services, et en lien avec les Chambres régionales de l'ESS (CRESS), participe au développement économique social et solidaire régional, notamment à travers :

- la définition des aides aux entreprises ;
- le soutien et l'accompagnement à la création ou reprise d'entreprises sous forme de coopérative ;
- le soutien à la structuration de filières économiques et aux démarches de coopération économique territoriale.

Une stratégie régionale de l'ESS est officiellement inscrite dans le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et nourrit les conférences régionales de l'ESS.

#### Le point de vue sur...

Les organisations de jeunes comme vivier de l'ESS et de l'engagement citoyen

*Les organisations de jeunes sont intimement liées à l'ESS par leur rapport à l'éducation populaire et à la démocratie des usager-ère-s. Elles sont attachées à la mise en œuvre d'actions par des jeunes eux-mêmes pour transformer la société et construire des parcours d'engagement. Leurs actions font vivre l'ESS et l'engagement des jeunes au plus près des territoires. Ainsi, les Maisons des Lycéen-ne-s (MDL), s'inscrivent dans l'ESS par leurs engagements démocratiques et les actions qu'elles mènent au sein des établissements. Elles animent, par exemple, de nombreuses actions autour de l'alimentation locale et de qualité, au prix abordable, avec des cafétérias associatives dont les bénéfices servent à financer d'autres projets d'intérêt général. Pour les jeunes, le passage par une MDL peut servir d'incubateur d'engagement via la pratique d'une économie plus juste et solidaire.*

Anaïs Anselme, déléguée nationale du [Forum Français de la Jeunesse](#)

## EXEMPLES



### Coopérations territoriales économiques

- Un **Pôle territorial de coopération économique** (PTCE) permet de rassembler localement des entreprises et en premier lieu celles de l'ESS, des associations, des collectivités territoriales, des organismes de recherche et de formation, des habitant-e-s pour développer collectivement des projets durables et utiles au territoire. Pour cela, ces acteur-ric-e-s font appel à la coopération plutôt qu'à la concurrence, ainsi qu'à la mutualisation des ressources et des compétences. **Présents dans de nombreux secteurs, les PTCE participent à l'innovation sociétale et à la construction des territoires résilients et solidaires.**

Exemple : Retrouvez la [cartographie des PTCE](#) actualisée sur le site du Labo de l'ESS !

- » Un PTCE, et plus généralement des coopérations territoriales peuvent prendre des formes juridiques diverses, parmi lesquelles celle de la **Société coopérative d'intérêt collectif** (SCIC) se révèle particulièrement adaptée aux dynamiques multi-acteurs alliant efficacité économique, développement local et utilité sociale. Comme pour toute coopérative, sa gestion est démocratique (« une personne = une voix ») et son mode de fonctionnement ne privilégie pas la lucrativité. L'entreprise appartient là aussi aux salarié-e-s, mais pas seulement, et c'est là qu'est l'originalité des SCIC, puisque le capital peut être détenu également par les bénéficiaires de l'activité (les client-e-s, les usager-ère-s, les fournisseur-euse-s) et par une troisième catégorie d'actionnaires regroupant des collectivités locales, des bénévoles, des financeur-euse-s, etc.
- Une **Coopérative d'activité et d'emploi** (CAE) permet aux entrepreneur-euse-s ne souhaitant pas se lancer seule-s dans la création d'une structure de développer leur activité dans le cadre de l'entrepreneuriat collectif, par exemple en mutualisant les locaux, la gestion administrative et comptable..., pour en diminuer les coûts. Il-elle-s disposent également du statut d'entrepreneur-euse salarié-e associé-e, offrant à la fois les avantages du salariat (revenu minimal, protection sociale) et ceux de l'auto-entrepreneuriat (autonomie).

Exemple : La [CAE Clara et Clarabis](#) (Paris), l'accélérateur coopératif d'entrepreneurs culturels.



### Secteur pilier de l'ESS pour l'activité économique et l'emploi inclusif

- **L'insertion par l'activité économique** (IAE) est un secteur pilier de l'ESS visant à accompagner des personnes éloignées de l'emploi (personnes en situation de chômage de longue durée, percevant des minimas sociaux ou en situation de handicap, jeunes de moins de 26 ans en grande difficulté) dans un parcours d'inclusion socio-professionnelle. Les ateliers et chantiers d'insertion professionnels existent dans tous les secteurs d'activité.

Exemples : Le [Réseau ENVIE](#), l'économie circulaire dans le cadre de l'IAE  
La [SCIC Vigne de Cocagne](#) (Hérault), pour l'agriculture durable et l'insertion professionnelle.



### Un dispositif public d'accompagnement clé des projets ESS

- Le **Dispositif local d'accompagnement** (DLA) permet aux associations employeuses, structures d'insertion par l'activité économique et autres entreprises de l'ESS de bénéficier d'un accompagnement sur-mesure et gratuit afin de développer et consolider leurs activités et emplois. 103 DLA sont présents au niveau départemental et 17 à l'échelle régionale. Depuis sa création en 2002, ce dispositif public a permis d'accompagner plus de 60 000 entreprises employeuses de l'économie sociale et solidaire.

## Aménager des territoires durables en s'appuyant sur l'ESS

### Région

#### Aménagement du territoire et environnement

La Région a pour mission l'aménagement durable du territoire, à la croisée des domaines où les initiatives ESS apportent des solutions aux besoins locaux :

- l'élaboration de la stratégie régionale de prévention et de gestion des déchets ;
- le soutien aux projets de désenclavement des territoires ruraux ;
- le soutien à la politique de la ville et à la rénovation urbaine ;
- le soutien aux projets citoyens de production d'énergie renouvelable et d'économie circulaire.

### Département

#### Aménagement de l'espace et transports

Le département, par ses compétences en aménagement de l'espace, peut aussi soutenir les projets de maintien et d'installation de services et d'équipements dans les territoires ruraux, de revitalisation de commerces ruraux, notamment l'accompagnement dans l'accès au foncier (à travers les foncières solidaires par exemple).

### Le point de vue sur...

#### L'ESS au service de la transition écologique

*L'ESS permet de répondre à un besoin de bien-être, alors que beaucoup d'élèves ressentent de l'éco-anxiété face aux effets néfastes liés au dérèglement climatique. Elle représente un moyen d'émancipation et un levier pour promouvoir et mener, chacun-e à son niveau, des actions qui peuvent réellement changer la donne en termes de transition écologique. C'est pourquoi il est important que l'ESS puisse également être enseignée et transmise au sein des lycées. Elle permet de répondre à de nombreux besoins de notre société, car selon ses modes de gouvernance, une personne constitue une voix qui compte autant que celles des autres.*

Elie, lycéen à Grenoble (témoignage transmis par l'[Union Nationale des Lycéens](#))

## EXEMPLES



### Des initiatives pour le réemploi et la réduction des déchets

- Les **recycleries**, ou **ressourceries**, collectent et trient des déchets d'objets encombrants des particulier-ère-s ou des entreprises, pour développer une activité économique basée sur la valorisation de ces objets et leur réemploi. Ce sont également des lieux de sensibilisation du consommateur-riche pour réduire ses déchets « à la source ».

Exemple : [REFER](#), le réseau francilien des acteurs du réemploi.



### Projets d'énergies renouvelables citoyens

- La transition énergétique doit faire évoluer nos manières de produire et de consommer pour favoriser des ressources durables. L'implication des citoyen-ne-s dans ce processus de transition est déterminante, dans un esprit d'intérêt général, afin que ces derniers se réapproprient la **gestion de l'énergie** et contribuent à la réduction de leur empreinte écologique.

Exemple : L'expérimentation d'autoconsommation électrique collective pour une centaine de locataires de [la Résidence Rochebelle](#) (Alès).



### Foncières solidaires pour une appropriation collective des lieux

- L'**accès au foncier** est également un enjeu majeur pour le développement de projets locaux, solidaires et durables. Les projets de foncières solidaires permettent la réappropriation, par les habitant-e-s, usager-ère-s, collectivités territoriales, d'espaces et lieux collectifs (terres agricoles, friches industrielles urbaines), devenus alors « fabriques à communs ».

Exemples de foncières solidaires : celle du réseau associatif [Terre de liens](#) pour le secteur agricole et la foncière SCIC [La Main 9-3.0](#) (Saint-Ouen) pour le secteur culturel.



Dans le cadre de ses compétences en matière de solidarités et de cohésion territoriale, le département est en charge de l'action sociale relative aux différents publics spécifiques :

- **Enfance** : accueil des jeunes enfants et mineurs, prévention du décrochage scolaire, animation socio-éducative. Le département peut s'appuyer sur le service départemental de l'aide sociale à l'enfance (ASE) et celui de la protection maternelle et infantile (PMI).
- **Personnes en situation de handicap** : tutelle des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).
- **Personnes en perte d'autonomie** : gestion de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), pilotage des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie et des maisons départementales de l'autonomie (MDA).

À travers sa compétence « Action sociale », le département a un rôle-clé dans la lutte contre l'exclusion et la pauvreté. Il gère les prestations légales d'aide sociale, comme le revenu de solidarité active (RSA). L'accès aux droits et aux services de ces publics doit également être facilité dans une logique de solidarité et cohésion territoriale.

### Le point de vue sur...

#### L'entraide entre pairs face à la précarité étudiante

*La Fédération des associations générales étudiantes - FAGE - a pour but de garantir l'égalité des chances de réussite dans le système éducatif. C'est pourquoi elle agit pour l'amélioration constante des conditions de vie et d'études des jeunes en déployant des activités dans le champ de la représentation et de la défense des droits. En gérant des services et des œuvres répondant aux besoins sociaux, elle est également actrice de l'innovation sociale.*

*La précarité étudiante, de plus en plus importante, est multidimensionnelle : alimentaire, accès aux soins, à des logements décents. C'est pour répondre à ces besoins que la FAGE a mis en place les AGORAé : ces espaces d'échanges et de solidarité se composent d'un lieu de vie ouvert à toutes et tous (accès aux droits, sensibilisation citoyenne, promotion de la santé), d'une épicerie solidaire accessible sur critères sociaux (produits alimentaires, fournitures scolaires). Portées et gérées par et pour des jeunes depuis 2011, 28 AGORAé se sont développées pour répondre aux besoins des étudiant-e-s. Ce travail d'amélioration des conditions de vie des jeunes sur les territoires passe par une collaboration avec les acteur-ric-e-s locaux et la reconnaissance de l'engagement des jeunes au service de leurs pairs.*

Aymeric Corbé, vice-président en charge de l'innovation sociale  
à la Fédération des Associations Générales Etudiantes

### EXEMPLES



#### L'action sociale : l'ESS en première ligne, en complément des collectivités territoriales

- **La santé psychique** fait l'objet d'un engagement crucial de la part des structures de l'ESS dans l'accompagnement ponctuel ou plus durable des personnes souffrant de troubles psychiques, handicap souvent méconnu et minimisé.

*Exemples* : L'association Clubhouse comprend plusieurs lieux de vie créés pour et avec des personnes fragilisées par les effets de troubles psychiques, tels que la bipolarité, la schizophrénie et la dépression sévère, dans le but de leur offrir un tremplin vers une vie sociale et professionnelle active.

L'association Messidor accompagne depuis 45 ans les personnes en situation de handicap psychique vers un retour à l'emploi, en leur offrant un parcours de transition avec un vrai travail rémunéré. Les personnes choisissent des activités de service au contact de la clientèle dans des établissements de transition (ESAT ou EA) ou directement en entreprise avec le job coaching (emploi accompagné).

- **Les personnes âgées** connaissent de nombreux besoins spécifiques que souvent seuls les acteurs de l'ESS, animés par l'esprit innovant et privilégiant l'Humain au profit, permettent de satisfaire pour toutes et tous, dans tous les territoires.

*Exemples* : Le groupe associatif Siel Bleu est aujourd'hui devenu l'acteur incontournable de l'offre de l'activité physique adaptée, en individuel ou collectif, pour personnes âgées et publics fragilisés par la maladie.

Ologi, société commerciale bénéficiant de l'agrément d'Entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS), porte et essaime une autre manière d'accompagner les malades d'Alzheimer et leur famille, promouvant une méthode d'intervention psychosociale qui remet le rapport humain au centre du traitement.



L'accès au numérique pour toutes et tous, en termes de réseau des télécommunications et de savoir-faire, fait désormais l'objet d'une compétence partagée entre la Région et le Département. Il s'agit d'un enjeu transversal, propice à l'appropriation citoyenne des pouvoirs publics. Ces derniers ont notamment la possibilité de soutenir des projets mettant en place une culture numérique inclusive.

Face à l'investissement lucratif du secteur numérique, l'économie sociale et solidaire est porteuse de modèles différents, fondés sur la coopération, le partage libre des connaissances et compétences, en identifiant le numérique comme moyen de répondre à des besoins locaux non satisfaits et de créer de la valeur ajoutée sociale.

Le point de vue sur...

Les tiers-lieux, vecteurs de lien social au sein des campus universitaires

« La Fédération des Étudiants d'Auvergne (FedEA) est la fédération représentative des étudiant-e-s qui couvre tout le territoire de l'Université Clermont Auvergne et de l'ancienne Région Auvergne. C'est à la suite d'un constat simple que les tiers-lieux s'y sont développés : malgré l'augmentation du nombre d'initiatives étudiantes, locales, citoyennes, durables, elles ne disposaient pas d'un lieu dédié et ouvert, ni d'un espace commun où travailler ou créer du lien social entre étudiant-e-s. La FedEA a alors réfléchi à un projet complet, modulable, associatif, ouvert à toutes et tous au sein même du milieu universitaire.

Installé au sein du campus des Cézeaux, « Le Nota Bene », établissement géré par la FedEA, constitue un projet de tiers-lieu étudiant, pour un espace collaboratif, culturel, de travail, un incubateur de projet et un vecteur de lien social au sein du monde universitaire. Le lancement de cette opération se fait en lien avec l'Université Clermont Auvergne. Par la suite, nous souhaitons accueillir toutes les bonnes volontés et tous les acteurs publics qui souhaiteraient travailler avec la Fédération des Étudiants d'Auvergne.

Anthony Chandès, président de la Fédération des Étudiants d'Auvergne

EXEMPLES



Des lieux partagés pour accéder au numérique

- Espace de rencontre et de partage, un **tiers-lieu** favorise le faire-ensemble, le transfert de compétences et la créativité en réunissant dans un même endroit des individus et structures aux parcours et cultures différents. Le numérique représente souvent une compétence transmise collectivement au sein de ces lieux.

Exemple : Le **tiers-lieu Bliiida**, matérialisant l'ambition de Metz d'être un territoire de rencontre entre art et tech. Parmi les tiers-lieux, on retrouve les fablab (« laboratoires de fabrication »), ateliers mettant à disposition du plus grand nombre des outils de fabrication d'objets assistée par ordinateur.

Le **fablab Simplonlab** (Paris) de l'entreprise de l'ESS Simplon qui offre des formations gratuites aux métiers techniques du numérique dans la cadre de son réseau d'écoles inclusives où l'apprentissage passe par le faire et le pair à pair.



Des transmetteurs pour une inclusion numérique de toutes et de tous

- La **médiation numérique** permet l'accompagnement aux usages numériques, pour lesquels les besoins sont particulièrement importants actuellement (démarches administratives en ligne, accès aux droits), et cela notamment auprès des publics touchés par la fracture numérique (personnes âgées, personnes en situation de grande précarité...).

Exemples : La **Mednum**, la SCIC nationale des médiateurs numériques. **Emmaüs Connect**, association pour l'inclusion numérique des plus fragiles.



Vous souhaitez relayer les travaux du Labo de l'ESS au sein de vos réseaux de pairs, organiser un évènement dans le cadre de votre établissement ? Prenez contact avec nous !

Pour aller plus loin, retrouvez nos différentes publications thématiques téléchargeables sur le site du Labo de l'ESS.

SUIVEZ-NOUS !



lelabo-ess.org



@lelabo\_ess



lelaboess



Le Labo de l'ESS

avril 2021

5, rue Las Cases - 75007 Paris  
01 80 05 82 00  
contact@lelabo-ess.org

Merci à tous nos soutiens, particuliers et entreprises, et à nos partenaires :

